

La santé publique au défi de la légalisation du cannabis. Retours d'expériences dans deux États de l'Ouest américain.

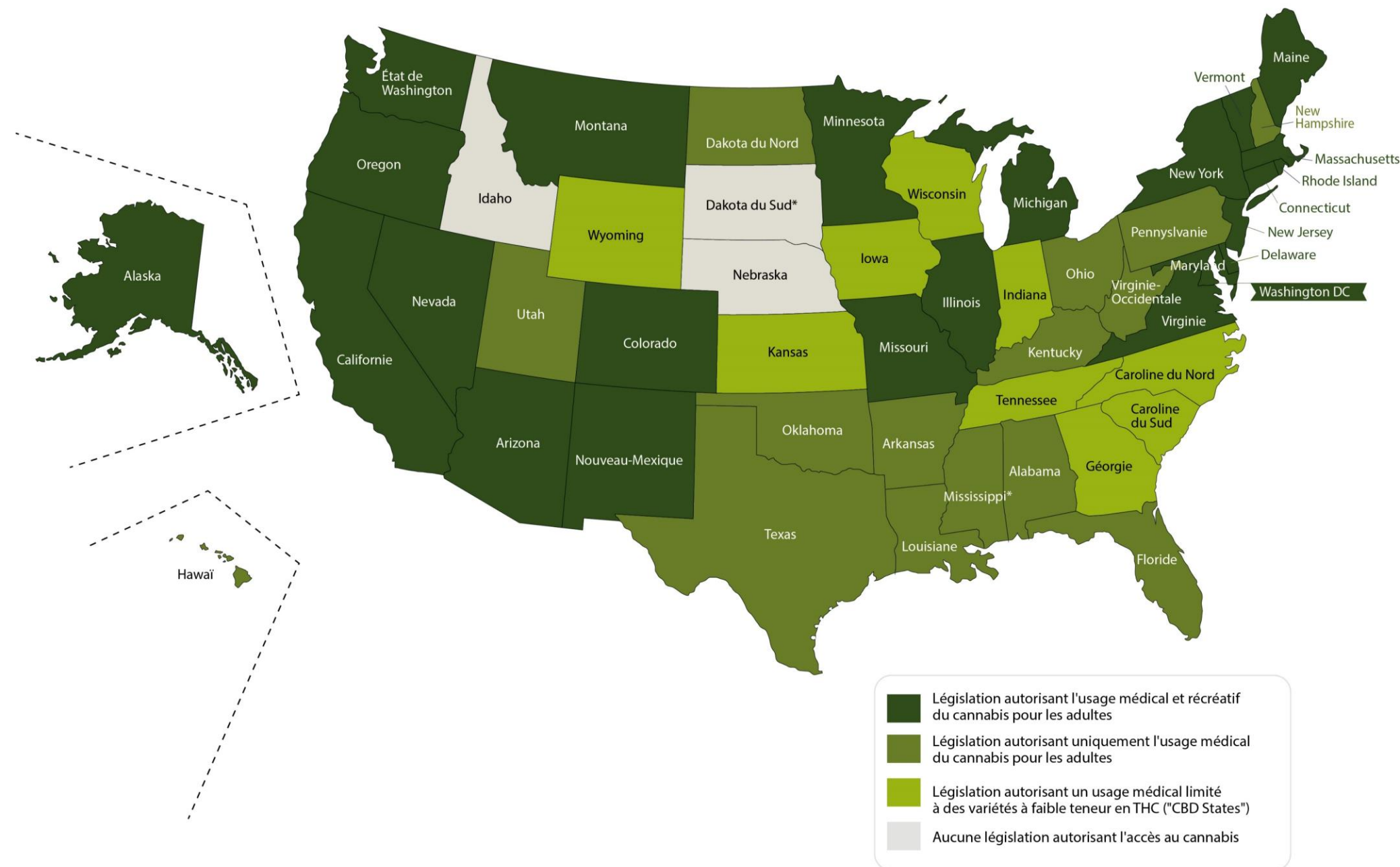
Ivana Obradovic, Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT)
Anne-France Taiclet, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Financement et conflits d'intérêts

L'étude ASTRACAN (**A**nalyse **str**atégique des politiques de régulation du **cannabis**) a été financée par le Fonds de lutte contre les addictions (CNAM).

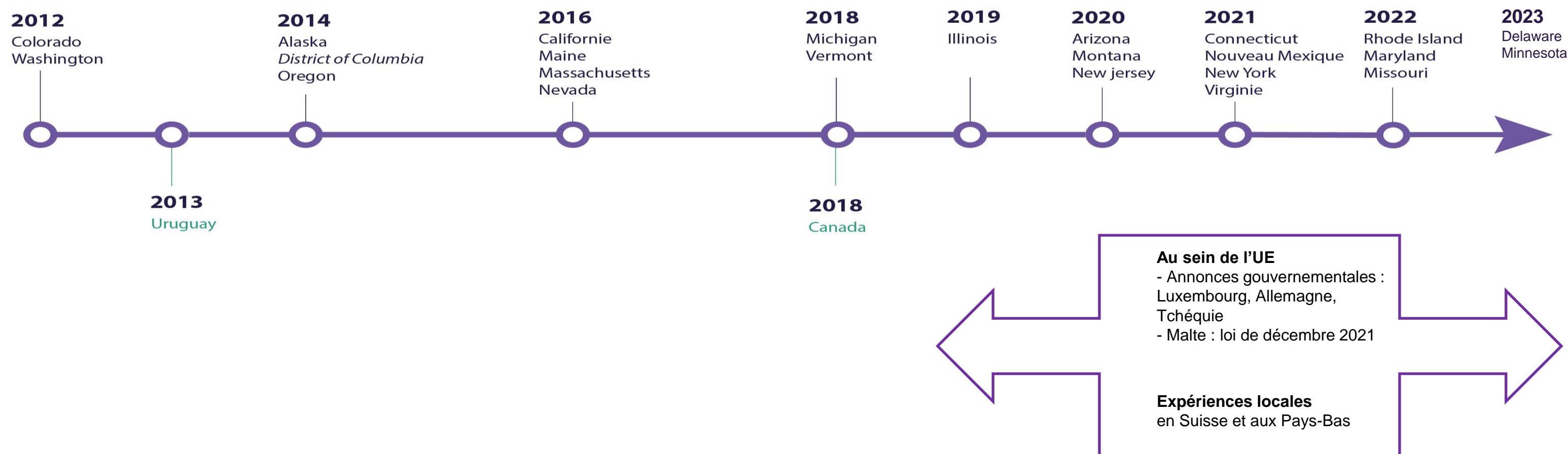
Les auteures n'ont aucun lien d'intérêt à déclarer

État des législations sur le cannabis aux États-Unis



*remise en cause par la Cour suprême en 2021

Chronologie des initiatives de régulation du cannabis à usage non-médical (“récréatif”)



Méthodologie

Étude qualitative menée dans 6 juridictions d'Amérique du Nord :

- États-Unis : État de Washington – Oregon – Californie
- Canada: Colombie-Britannique – Ontario – Québec

Prisme d'analyse : Analyse comparée des politiques et des pratiques de régulation du cannabis et premiers effets de la légalisation (sous l'angle de la santé publique)

Sources et matériaux empiriques :

- Analyse des données officielles (textes réglementaires, rapports des autorités de régulation, enquêtes épidémiologiques, etc.) ;
- État des lieux de la littérature
- Entretiens semi-directifs : 71 entretiens - individuels ou collectifs (115 personnes interrogées)
- Observations directes

Focus sur l'État de Washington et la Californie

Points communs : États de l'Ouest de tradition démocrate – forte présence de la consommation et de la culture de cannabis (*legacy market*)

Historique des politiques cannabis

Californie (San Francisco, “la Mecque du cannabis”)

- 1975 : Décriminalisation du cannabis (1 oz) ^{SB 95}
- 1996 : 1er État à légaliser le cannabis à usage médical (8 oz) ^{Prop 215 (56%)}
- 2016 : Légalisation de l'usage “récréatif” (1 oz) ^{Prop 64 (56%)}

État de Washington (Seattle Hempfest depuis 1991)

- 1998 : Légalisation du cannabis à usage médical (24 oz) ^{Initiative 692 (59%)}
- 2014 : Légalisation de l'usage “récréatif” (1 oz) ^{Initiative 502 (56%)}

Objectifs communs des réformes de légalisation

1. Assécher le marché noir & affaiblir les réseaux de criminalité
2. Protéger les mineurs (limiter leur exposition au cannabis)
3. Réduire les risques liés à la consommation et améliorer la santé publique : mieux contrôler les produits (composition, concentration, processus de production et de transformation), affecter une part des recettes fiscales aux dépenses de prévention et de soins

La légalisation sous l'angle de la santé publique : enjeux et instruments

1. Fabrique d'une politique publique... sous contrainte(s)
2. La santé publique, un enjeu parmi d'autres (modèles « *business-friendly* »)
3. Répertoires d'action :
 - Outils classiques de structuration du marché et professionnalisation du secteur (opérateurs agréés/licences, contrôles, traçabilité...)
 - Une autorité de régulation
 - Des restrictions : un accès au marché sous contrôle pour les consommateurs comme pour les opérateurs ► Une autorisation confinée (lieux, circonstances...)
 - Des sanctions pénales qui se veulent exemplaires

La légalisation sous l'angle de la santé publique : défis et premiers résultats

- Temporalité des effets (10 ans pour mesurer les effets d'une politique publique)
- Un contrôle de l'offre à géométrie variable (composition/THC, marketing/publicité)
- Des interdictions partiellement respectés
- Des effets sur la consommation contrastés selon l'âge
- Une « conversion » des consommateurs à l'achat légal ? Taxation et prix
- Des incertitudes et des craintes en termes de santé publique

Conclusion

Des politiques paradoxales (limitation de la visibilité vs. développement économique)

Complexité spécifique de la régulation du cannabis par rapport au tabac et à l'alcool

Nouveaux enjeux en termes de protection des populations

Résultats complets sur la rubrique ASTRACAN du site de l'OFDT (dont synthèse dans la revue Tendances / novembre 2023)

Remerciements

Maude Benoit et Gabriel Lévesque, Université du Québec à Montréal (UQAM)